

Comment la vente de SFR bouleverserait le marché des télécoms

Titre(s) : Comment la vente de SFR bouleverserait le marché des télécoms [[périodique]]

Ensemble : Alternatives économiques 463

Editeur, producteur : 01/10/25

Description matérielle : pp.58-61

ISSN : 0247-3739

Note sur la description matérielle : 4

Résumé ou extrait : Depuis l'arrivée de Free en 2012, les revenus des opérateurs télécoms français sont en baisse quasi continue, avec une chute d'environ 45 % des prix sur le marché mobile entre 2011 et 2016 selon l'Arcep. Cette concurrence accrue a contraint les opérateurs historiques (Orange, Bouygues Telecom, SFR) à développer des offres low cost et sans engagement (RED, Sosh, B&You). La France fait désormais partie des pays européens où les services mobiles sont relativement peu coûteux, moins chers qu'en Allemagne, Autriche, Belgique, Pays-Bas ou États-Unis, mais plus élevés qu'en Espagne et Pologne. La situation financière de SFR est critique, avec une dette de 24 milliards d'euros contractée par sa maison mère Altice France, dirigée par Patrick Drahi. Début 2025, un accord a été trouvé avec les créanciers pour réduire la dette de 8,9 milliards d'euros, en échange de l'entrée de ces créanciers au capital à hauteur de 45 %. Parmi eux figurent des fonds d'investissement comme BlackRock, qui siègent désormais au conseil d'administration d'Altice France, sans intention d'y rester durablement. La vente de SFR, qui représente la quasi-totalité de l'activité du groupe, est envisagée pour permettre aux créanciers de récupérer leur dû. Cette opération pourrait déboucher sur une concentration du secteur, un scénario souhaité de longue date par les opérateurs, mais soumis à l'approbation de l'Autorité de la concurrence. Le rachat de SFR en 2014 par Numericable, contrôlé par Patrick Drahi, s'est fait via un LBO (leveraged buy out) de 13,5 milliards d'euros, dont 8,8 milliards financés par la dette. L'endettement financier net du groupe est passé de 11 milliards après le rachat à 16 milliards en 2019, puis à plus de 20 milliards au début des années 2020. La dette n'a jamais été remboursée et a même augmenté, la stratégie consistant à trouver de nouveaux prêteurs pour rembourser les anciens. La dégradation des résultats commerciaux de SFR et la hausse des taux d'intérêt depuis 2022 ont rendu ce modèle intenable, forçant Altice France à vendre des filiales et à négocier avec ses créanciers. La guerre des prix a eu des conséquences importantes sur l'emploi : plus de 10 000 emplois pourraient être supprimés à court ou moyen terme chez SFR, selon la CFDT. Chez Orange, 15 000 emplois ont été perdus en dix ans. Les plans sociaux et réorganisations se sont multipliés dans tout le secteur, conséquence directe de la baisse des revenus et de la nécessité de réduire les coûts, notamment par l'externalisation et la réduction de la masse salariale. Malgré la pression sur les marges, les investissements dans les infrastructures sont restés élevés. Depuis 2014, les investissements fixes et mobiles des opérateurs représentent un peu plus de 5,5 % de l'investissement total des entreprises (hors agriculture et services financiers), alors que le secteur des télécoms ne pèse que 2,6 % de la valeur ajoutée de ces entreprises. Fin 2024, 90 % des foyers français étaient éligibles à la fibre, contre 69 % en moyenne dans l'UE et 42 % en Allemagne, faisant de la France l'un des pays les mieux

couverts d'Europe. Ce niveau d'investissement élevé est principalement dû au déploiement de la fibre, impulsé par une politique publique plus que par la concurrence. Les revenus des opérateurs stagnent depuis dix ans, n'ayant pas retrouvé leur niveau de 2010 malgré une légère hausse depuis 2020. Cette stagnation, couplée à la forte concurrence, pousse les opérateurs à plaider pour une consolidation du secteur, espérant ainsi renforcer leur capacité d'investissement et améliorer leur rentabilité. Une réduction du nombre d'opérateurs à trois pourrait entraîner une hausse modérée des prix et une moindre agressivité commerciale, mais aussi une rationalisation des effectifs, avec des suppressions de postes liées à la disparition des doublons. Parallèlement, les opérateurs télécoms dénoncent le déséquilibre croissant avec les géants du numérique (Google, Meta, Netflix, Amazon, Microsoft), qui génèrent l'essentiel des revenus de l'économie numérique tout en utilisant massivement les infrastructures télécoms sans en assumer le coût. Ces acteurs investissent de plus en plus dans leurs propres infrastructures (câbles sous-marins, fibre optique) et cherchent à maîtriser la distribution de leurs contenus, mais restent encore éloignés du cœur de métier des opérateurs, à savoir la gestion de la boucle locale reliant l'utilisateur final au réseau. En résumé, la vente de SFR, motivée par une dette colossale et une situation financière dégradée, pourrait accélérer la concentration du marché français des télécoms, avec des conséquences attendues sur les prix, l'emploi et la structure du secteur, dans un contexte de concurrence exacerbée et de pression croissante des géants du numérique.

Sujet - Collectivité : Société française de radiotéléphone

Sujet - Nom commun : Téléphonie mobile